

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-Marsan
ud-40-64.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Mont-de-Marsan, le 19 mars 2026

Références : DREAL/2026D/2220
Code AIOT : 0005211576

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17 mars 2026

Contexte et constats

publié sur  **GÉORISQUES**

LARRERE ENVIRONNEMENT EURL

2430 route du Douc
40410 Liposthey

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 mars 2026 de l'établissement exploité par la société LARRERE Environnement EURL et implanté au 2430 route du Douc sur la commune de Liposthey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à celle réalisée l'an dernier afin de constater les avancées réalisées par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LARRERE ENVIRONNEMENT EURL
- 2430 route du Douc - 40410 Liposthey
- Code AIOT : 0005211576 Installation : Avec Titre
- Régime : Déclaration soumis à Contrôle périodique
- Statut Seveso : Non SEVESO
- IED : Non IED

La société LARRERE Environnement EURL exploite une installation de méthanisation soumise à déclaration. Cette installation permet le traitement des déchets d'exploitation des autres sites du groupe Larrere (production et lavage de légumes entre autres).

Thèmes de l'inspection :

- Suites de l'inspection du 10 juillet 2025
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.,

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »,
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription),
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives,
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Sur le site a été constatée la présence de nombreux pneus, de bâches plastiques (couverture des carottes), une cuve de gaz alimentant un séchoir et des bâtiments (qui n'ont pas été visités) mais que l'exploitant indique comme étant du stockage de légumes en pallox bois.

L'exploitant vérifie qu'il ne dépasse pas les seuils de classement en ce qui concerne le stockage de matières plastiques et de pneumatiques. Il régularise par ailleurs son activité sur le site par le dépôt d'un dossier regroupant toutes les activités soumises à un classement ICPE en présence dans le périmètre.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle périodique	AM du 10/11/2009, Article 1.1.2 de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
2	Présence du dossier de déclaration	AM du 10/11/2009, Article 1.4 de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande d'action corrective	3 mois
3	Modifications	AM du 10/11/2009, Article 1.2 de l'annexe I	Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Formation	AM du 10/11/2009, Article 3.1.2 de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Vérifications électriques	AM du 10/11/2009, Article 3.6.1 de l'annexe I	Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
8	Vérification étanchéité	AM du 10/11/2009, article 3.6.2 de l'annexe I	Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
9	Suivi du process	AM du 10/11/2009, Article 3.7.2 de l'annexe I	Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
11	Moyens de lutte contre l'incendie	AM du 10/11/2009, article 4.3 de l'annexe I	Demande d'action corrective – Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
12	Effluents aqueux	AM du 10/11/2009, Articles 5.5 et 5.9 de l'annexe I	Sans objet	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
14	Clôture	AM du 10/11/2009, Article 2.5.1 de l'annexe I	Demande d'action corrective – Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Astreinte	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, Article 3.1.1 de l'annexe I	Sans objet
6	Registre entrées/sorties	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, Article 3.5 de l'annexe I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, Article 4.1 de l'annexe I	Sans objet
13	Déclaration d'accident	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, Article 1.5 de l'annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a effectué des actions depuis la dernière visite ce qui justifie que le projet d'arrêté de mise en demeure proposé à l'issue de l'inspection du 10 juillet 2025 n'a pas été soumis à la signature de Monsieur le Préfet.

Néanmoins, des non-conformités persistent et l'exploitant ne semble pas maîtriser l'ensemble du process et de la réglementation à laquelle son installation est soumise. Aussi, une nouvelle mise en demeure est proposée à Monsieur le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, Article 1.1.2 de l'annexe I
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement.</p> <p>Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : "objet du contrôle", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.</p> <p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : "le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure".</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats 2025</u></p> <p><i>L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle périodique. Il ignore l'obligation réglementaire imposant de faire réaliser des contrôles périodiques par un organisme agréé. Par courriel, il a transmis post-inspection la preuve d'une demande de devis pour la réalisation de ces contrôles auprès de l'APAVE en date du 10 juillet 2025.</i></p> <p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat 2025 :</u></p> <p><i>L'exploitant doit effectuer le premier contrôle périodique sous deux mois. Une mise en demeure est proposée à Monsieur le Préfet.</i></p>

Constats 2026

Le contrôle périodique a été réalisé le 14 août 2025 pour les rubriques 2781.1c et 2910.A2.

Ce contrôle, réalisé par l'APAVE, atteste de la présence de 4 non conformités majeures pour la rubrique 2781.1c et de 8 non conformités majeures pour la rubrique 2910.A2.

L'exploitant a formalisé la levée de ces non-conformités par la mise en place d'un plan d'action clôturé à ce jour (ensemble des non-conformités majeures levées).

Néanmoins, l'exploitant n'a pas programmé la contre-visite de l'APAVE pour confirmer la levée des non-conformités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant programme, sous deux mois, la contre-visite pour confirmer la conformité de son installation. Il transmet le rapport de visite dès réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Présence du dossier de déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, Article 1.4 de l'annexe I

Thème(s) : Situation administrative, Dossier de déclaration

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de déclaration,
- le plan de situation du cadastre produit dans le dossier de déclaration ainsi que le plan détaillé de l'installation tenu à jour,
- la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales,
- le cas échéant, les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- les rapports des contrôles prévus à l'article 1.5,
- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit,
- les documents prévus aux points 3.5, 3.6, 4.3, 4.7, 5.1 et 5.8 du présent arrêté,
- tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation.

Ce dossier est tenu à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.

Constats :**Constats 2025**

Le dossier de déclaration initial n'a pas été présenté pendant l'inspection. Seul le récépissé de déclaration a pu être consulté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

L'exploitant transmet le dossier de déclaration initial à l'inspection sous 15 jours et le tient à disposition sur son site.

Constats 2026

Par mail du 18 novembre 2025, l'exploitant indique qu'il n'a pas retrouvé le dossier initial. L'exploitant a dans sa possession le récépissé de déclaration.

L'inspection du jour a permis d'établir que la constitution d'un seul et même site ICPE de type plateforme multi-activités (séchoir, stockage, méthaniseur) correspondait plus à la réalité de l'exploitation du site (filiales différentes d'un même groupe, co-activité, mise en place de défense incendie commune, mise en place d'une clôture pour séparer chacune des activités non pertinente, etc.).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant constitue un dossier ICPE qui regroupe l'ensemble des documents mentionnés ci-avant :

- le dossier de déclaration,
- le plan de situation du cadastre produit dans le dossier de déclaration ainsi que le plan détaillé de l'installation tenu à jour,
- la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales,
- le cas échéant, les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- les rapports des contrôles prévus à l'article 1.5,
- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit,
- les documents prévus aux points 3.5, 3.6, 4.3, 4.7, 5.1 et 5.8 du présent arrêté,
- tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation.

Au vu du regroupement des différentes activités au sein d'un seul et même site, l'exploitant dépose, auprès de l'inspection, un nouveau dossier de déclaration complet incluant notamment les différentes activités présentes, le périmètre de chacune des activités, les risques induits et les éventuelles interactions entre chacune d'elles. L'exploitant accompagne son dossier des calculs de dimensionnement pour la lutte contre l'incendie, pour la collecte des eaux d'extinction et pour d'éventuels effets dominos entre méthaniseur, séchoir et stockage. L'exploitant indique également quel est l'exploitant pour chacune des activités.

Le dossier complet est à déposer sous trois mois. Une mise en demeure est proposée à Monsieur le Préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, Article 1.2 de l'annexe I

Thème(s) : Situation administrative, Modifications

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Constats :

L'exploitant a effectué sa déclaration de modification en ligne le 1^{er} septembre 2025. Il a déclaré 4 types d'intrants :

- Chou pommé à hauteur de 5 t/jour et 15 000 t/an
- Maïs doux à hauteur de 5 t/jour et de 1 500 t/an

- Spathes de maïs semence à hauteur de 7 t/j et de 2 000 t/an
- Ensilage de maïs à hauteur de 2 t/jour et 700 t/an.

Ceci représente un total de 19 t/jour maximum (respect du seuil de la déclaration).

L'inventaire des intrants consultés sur site montre l'injection dans le process de fumier, de fientes et de graisses de flottation végétale, non déclarées dans la modification. L'exploitant indique ajouter ces matières depuis janvier 2026 seulement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant profite du dépôt de dossier de déclaration mis à jour mentionné au point de contrôle n° 2 pour mettre à jour sa liste d'intrants et éventuellement son classement ICPE. Il indique également le code déchet de chaque intrant.

Une mise en demeure est proposée à Monsieur le Préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Astreinte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, Article 3.1.1 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Astreinte

Prescription contrôlée :

Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'exploitation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des risques liés au biogaz.

Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage de percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosion. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le 17 septembre 2025, l'exploitant a transmis un calendrier des astreintes 2025.

En visite, l'exploitant a présenté un calendrier des astreintes 2026. Les tours d'astreinte sont organisés par semaine, entre les deux personnes en charge de l'installation de méthanisation.

Depuis le début de l'année, l'exploitant a été amené à se déplacer une fois de nuit, le 12 février 2026 (tempête Nils), car l'installation avait disjoncté.

Les interventions d'astreinte ne sont pas enregistrées sur un registre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les interventions d'astreinte, tout comme les actions de maintenance corrective pourraient être inscrites au sein d'un registre afin de s'assurer d'aucune dérive des interventions.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, Article 3.1.2 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Formation

Prescription contrôlée :

Avant le démarrage des installations, l'exploitant et son personnel, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. « Le contenu de cette formation peut s'appuyer sur des guides faisant référence.

À l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème et le contenu de la formation.

Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.

Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.

Constats :

Constats 2025

L'exploitant n'a pas fourni d'attestation de formation spécifique du salarié en charge du méthaniseur.

Ce salarié a suivi une formation "sensibilisation à la manipulation d'extincteur" en mars 2022. Deux attestations de formation "sensibilisation aux bases de la sécurité" du 10 mars 2023 et de formation "à la manipulation d'extincteurs" du 27 novembre 2024 ont été fournies pour le responsable agronomique. Par ailleurs, il n'existe pas de procédure d'urgence en cas d'incident (fuite de gaz ou de digestat...). Aucune des deux personnes en charge du site n'est en mesure d'indiquer la procédure à mettre en place dans une situation de crise.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

L'exploitant procède à la formation spécifique de son personnel en charge du process de méthanisation et met en place des procédures d'urgence communiquées aux personnels amenés à travailler sur place.

Constats 2026

Le 17 septembre 2025, l'exploitant a transmis une attestation de formation réalisée en interne auprès des 2 personnes travaillant sur le site de méthanisation. La formation a duré 1h30 et s'est déroulée le 2 septembre 2025. Elle portait sur la gestion des situations d'urgence et les procédures de sécurité méthaniseur. Elle a été dispensée par la responsable qualité du site.

Dans son mail du 17 septembre 2025, l'exploitant indiquait être dans l'attente d'un retour d'un prestataire pour la formation technique sur la méthanisation.

La réglementation exige que la formation technique sur l'installation soit dispensée par un personnel "jugé compétent" par l'exploitant.

La personne responsable du méthaniseur n'a pas eu de formation précise sur l'équipement en place sur le site. Elle a effectué son stage de fin d'études dans une autre installation de méthanisation.

De plus, les installations ne sont pas totalement connues puisque l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la présence de deux vannes redondantes d'alimentation gaz auprès de l'APAVE lors de sa venue en 2025.

La formation aux procédures d'urgence a été effectuée en interne mais aucune formation sur les équipements spécifiquement en place, ni sur les exigences réglementaires ICPE n'a eu lieu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure, sous trois mois, de la formation technique des agents en charge du méthaniseur aux équipements en place (procédures d'urgence mais aussi fonctionnement normal).

Une mise en demeure est proposée à Monsieur le Préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Registre entrées/sorties

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, Article 3.5 de l'annexe I

Thème(s) : Situation administrative, Registre entrées/sorties

Prescription contrôlée :

3.5.1. Admission

L'admission des déchets suivants sur le site de l'installation est interdite :

- déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement susvisé,
- sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n° 1774-2002,
- déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection.

Toute admission envisagée par l'exploitant de matières à méthaniser d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées dans le dossier de déclaration est portée à la connaissance du préfet.

3.5.2. Enregistrement lors de l'admission

Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement :

- de leur désignation,
- de la date de réception,
- du tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, du volume,
- du nom et de l'adresse de l'expéditeur initial,
- le cas échéant, de la date et du motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.

L'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base d'une pesée effectuée lors de la réception ou des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée.

Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de trois ans. Ils sont tenus à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.

3.5.3. Enregistrement des sorties de déchets et de digestat

L'exploitant établit un bilan annuel de la production de digestat et tient en outre à jour un registre de sortie mentionnant sa destination : mise sur le marché conformément aux articles L. 255-1 à L. 255-11 du Code rural, épandage, traitement (compostage, séchage...) ou élimination (enfouissement, incinération, épuration...).

Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du Code rural.

Le cahier d'épandage tel que prévu par l'arrêté du 7 février 2005 susvisé peut, le cas échéant, tenir lieu de registre de sortie du digestat pour les installations visées par ce texte.

Constats :

Constats 2025

L'exploitant effectue des pesées à chaque chargement de trémie. Ceci lui permet, par matière première entrante, de savoir la quantité de déchets traitée. Ce sont donc les quantités incorporées dans le process qui sont comptabilisées et non les quantités présentes sur le site. En 2024, ont été incorporées:

- 900 tonnes de choux,
 - 1 577 tonnes d'ensilage de maïs doux,
 - 1 525 tonnes de spathe de maïs semence,
 - 3 tonnes de patates douce,
- soit un total de 4 005 tonnes annuelles, soit environ 11 t/j.*

La trémie installée possède une capacité maximale de 25 tonnes et l'exploitant ne procède qu'à un seul chargement journalier. Il n'existe pas de registre de sortie ou de cahier d'épandage des digestats. L'exploitant ne procède pas à un suivi des déchets sortants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

L'exploitant met en place, sous un mois, un système de suivi des matières entrantes indiquant l'intégralité des informations attendues (notamment l'origine et la quantité des déchets réceptionnés). L'exploitant met en place, sous un mois, un système de suivi des déchets sortants. Il connaît par ailleurs la destination de ses déchets par parcelle et quantité.

Constats 2026

L'exploitant a mis en place les registres de suivi des intrants, des injections dans le process ainsi que des épandages.

Ainsi, depuis janvier 2026, 1 194,740 tonnes ont été injectées dans le process, réparties comme suit :

- 53 tonnes de graisse végétale de flottation,
- 439,170 tonnes d'ensilage de maïs,
- 241,270 tonnes de fientes,
- 456,060 tonnes de spathe de maïs,
- 0 tonne de maïs doux,
- 5,240 tonnes d'ensilage d'herbe.

Un registre de suivi des épandages a également été mis en place : du 3 au 13 novembre 2025, 1 860 m³ ont été épandus préalablement à une culture de CIVE et du 10 au 13 novembre 2025, 1 200 m³ ont été épandus préalablement à une culture de méteil.

Le registre mentionne également les parcelles concernées, la surface épandue et la quantité/ha.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Vérifications électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, Article 3.6.1 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont vérifiées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : <u>Constats 2025</u> <i>L'exploitant a fourni une attestation Q19 en date du 1er novembre 2024. Cette attestation conclut à la présence d'une anomalie et préconise un contrôle par ultrasons. Ce dernier n'a pas été réalisé. L'exploitant a également fourni un rapport de vérification Q18 en date d'août 2024 présentant des non-conformités récurrentes relatives au raccordement à la terre. L'exploitant a fourni un plan d'action interne établi pour lever les non-conformités. À la date de l'inspection, une non-conformité codée E4 reste à lever.</i> <u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</u> <i>L'exploitant procède à la levée de toutes les non-conformités sous 15 jours et fait réaliser annuellement le contrôle de ses installations électriques.</i> <u>Constats 2026</u> L'APAVE est venue effectuer un contrôle électrique le 8 août 2025, qui mentionnait des observations. L'APAVE a effectué une contre-visite entre les 14 et 26 janvier 2026 et un rapport en date du 26 janvier 2026 (annulant et remplaçant celui du 14 août 2025) a été présenté par l'exploitant. Ce dernier mentionne encore 3 observations récurrentes. L'intégralité des remarques n'a donc pas été levée. L'exploitant indique qu'un électricien extérieur est venu lever ces remarques la semaine du 9 au 13 mars 2026 sans apporter la preuve de la levée des observations. L'exploitant n'a pas réalisé le contrôle par ultrason pourtant préconisé par le Q19 du 1 ^{er} novembre 2024. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant apporte, sous 15 jours, la preuve de la levée des remarques et observations formulées par l'APAVE dans son rapport de janvier 2026. Il s'assure de la conformité électrique de son installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Vérification étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, Article 3.6.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Étanchéité des équipements

Prescription contrôlée :

Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz ...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.

Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place.

Ce programme inclut notamment la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive. [...]

Constats :Constats 2025

L'exploitant a fourni un programme de maintenance préventive sous format d'un tableau excel. Cependant, celui-ci ne trace pas les actions et interventions réalisées. Il n'est donc pas possible de savoir si ce programme de maintenance est suivi, ni de connaître les échéances à venir. L'exploitant indique par ailleurs qu'aucune vérification de l'étanchéité des canalisations n'a été effectuée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

L'exploitant formalise son programme de maintenance préventive sous un mois de manière à ce qu'il soit exploitable et permette un suivi régulier des installations.

Constat 2026

L'exploitant a formalisé un registre dans lequel il consigne, sur papier, les vérifications à effectuer quotidiennement, hebdomadairement, mensuellement et annuellement conformément aux préconisations fabricant. Il a réparti ses feuilles de contrôles dans des intercalaires de couleur en fonction de la fréquence des vérifications.

Les dates d'intervention ou de vérification ne sont pas nécessairement notées.

Le rappel des échéances n'est pas noté de manière que si l'exploitant ne parcourt pas l'ensemble des intercalaires du classeur, certaines vérifications peuvent ne pas être réalisées dans les temps.

Le listing des contrôles n'a pas été regardé par l'inspection dans le détail mais l'exploitant indique que les contrôles ou actions de maintenance préventive mentionnés sont uniquement basés sur les préconisations constructeurs et non sur les exigences réglementaires ICPE.

Ainsi, le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements vis-à-vis du risque de corrosion n'a pas été effectué.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complète, sous 15 jours, son programme de maintenance avec les vérifications réglementaires exigibles.

Il réalise le contrôle d'étanchéité sous un mois. Une mise en demeure est proposée à Monsieur le Préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Suivi du process

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, Article 3.7.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi process
Prescription contrôlée : <p>3.7.2.1. Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de maintenance que l'exploitant tient à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.</p> <p>3.7.2.2. L'installation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation, et notamment de dispositifs de contrôle en continu de la température des matières en fermentation et de la pression du biogaz « au sein du digesteur et de la cuve de percolat pour les installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse ». L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de vérification et spécifie, le cas échéant, les seuils d'alarme associés.</p> <p>Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Le système de surveillance inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none">- le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur,- la mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz,- les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur. <p>3.7.2.3. L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations.</p>
Constats : <p>L'installation est équipée d'un suivi de la pression, de la température, du niveau dans le digesteur, du pH. Certains paramètres sont relevés et consignés dans un registre de manière quotidienne. D'autres sont simplement consultables sur l'ordinateur de contrôle et surveillance du process.</p> <p>Depuis 7h le matin de l'inspection, 231 m³ de biogaz ont été produits.</p> <p>La qualité du gaz est contrôlée deux fois par jour avec une mesure du CH₄, du CO₂, de l'O₂ et de l'H₂S.</p> <p>Concernant la cogénération, le kW/j produit, les % de vitesse moteur et % de fonctionnement sont également relevés une fois par jour.</p> <p>En 2025, l'exploitant indique avoir produit 1 044 087 m³ de biogaz. Le dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit ne semble pas avoir été vérifié de manière annuelle. Aucune attestation n'a été fournie par l'exploitant.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant procède au contrôle de son dispositif de comptage de gaz sous un mois.</p> <p>Il intègre cette vérification annuelle dans son plan de maintenance.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, Article 4.1 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Classement en zones à risque d'explosion (Zones ATEX) et zones à risque toxique
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), ces zones sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes (une alarme visuelle et sonore est déclenchée pour une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ces risques. Dans chacune de ces zones, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans son programme de maintenance préventive.
Constats : <u>Constats 2025</u> <i>L'exploitant n'est pas en mesure de fournir un plan de l'installation. Le site ne dispose pas d'un plan de localisation des risques. Bien que des pictogrammes ATEX soient présents sur le site, ces zones ne sont pas délimitées, ni identifiées sur le site. Ces zones ne sont par ailleurs pas connues des personnes rencontrées sur site. Les consignes de sécurité ne sont pas connues et respectées (absence de téléphone portable notamment). Par courriel du 10 juillet 2025, suite à l'inspection, l'exploitant a fourni l'étude modélisant les zones ATEX du site.</i> <u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</u> <i>L'exploitant prend connaissance du périmètre ATEX de son installation. Il met un plan de localisation des risques à disposition sur site et procède à la formation de ses agents. Il s'assure que les consignes de sécurité sont respectées dans les périmètres ATEX le nécessitant. L'ensemble de ces actions est à mener sous 15 jours.</i> Constats 2026 L'exploitant a pris connaissance des zones ATEX présentes sur son installation. Un plan de zonage ATEX est affiché sur site. Des EPI ATEX sont présents sur l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, Article 4.3 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé, implantés, de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve, d'une part, à moins de 100 mètres d'un appareil et, d'autre part, à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures ;

- de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.

À défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'accord des services départementaux d'incendie et de secours.

L'installation est également dotée d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Ces moyens sont utilisables en période de gel. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage prévu au deuxième alinéa du présent point. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Constats :

Constats 2025

Le site est équipé d'extincteurs qui ont fait l'objet d'un contrôle et ont été remplacés (pour ceux qui le nécessitaient). Le site n'est pas équipé de bouche incendie, ou de réserve d'eau, permettant d'obtenir un débit de 60 m³/h pendant 2 h. L'exploitant indique la présence d'un forage sur le site. Cependant, ce dernier n'est pas équipé d'un branchement pompiers et est dépendant d'une pompe de relevage, alimentée par électricité. En cas de sinistre et de rupture des utilités, aucune source d'eau n'est disponible sur site. Ce point est d'autant plus critique qu'une grande quantité de palettes est stockée sur le site, sans autorisation (voir point ci-après). Le site n'est pas équipé de RIA.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

L'exploitant se rapproche du SDIS sans délai pour organiser leur éventuelle intervention sur le site et les informer de l'absence de source d'eau sur le site. De plus, l'exploitant met en place, sous trois mois, un dispositif permettant de fournir de l'eau d'extinction en quantité suffisante (méthaniseur et stock de bois). Une mise en demeure est proposée à Monsieur le Préfet.

Constats 2026

L'extincteur présent dans le local technique a été vérifié en septembre 2025.

Deux lances à eau, alimentées par le forage, ont été installées à proximité immédiate du stock de matières premières. L'une d'elle a été manipulée lors de la visite d'inspection et fonctionne. Les personnels sont en mesure de l'alimenter et de la faire fonctionner.

Une bâche souple de 420 m³, située à 200 m du méthaniseur, a été mise en place. Elle doit être réceptionnée le 20 mars 2026 par le SDIS. Cette réserve d'eau a vocation à servir de réserve incendie pour l'ensemble des activités présentes sur le site (séchoir, stockage, méthanisation).

Lors de la visite, un écoulement d'eau est visible depuis une sorte d'évent, présent sur la partie supérieure de la bâche souple. L'écoulement est relativement important et ne semble pas diminuer pendant la durée de la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant vérifie l'étanchéité de sa bâche souple. Il transmet le PV de réception dressé par le SDIS dès réception.

L'exploitant fournit, à l'occasion du dossier de déclaration mentionné ci-avant, la preuve du dimensionnement suffisant de la bâche pour l'ensemble des activités présentes sur le site.

De plus, l'exploitant intègre, dans sa ronde de surveillance, la bâche incendie afin de garantir son bon état de fonctionnement et sa disponibilité en eau permanente (absence de fuite notamment).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, Articles 5.5 et 5.9 de l'annexe I

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet et Surveillance

Prescription contrôlée :

5.5. Valeurs limites de rejet

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du Code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- température < 30 °C.

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO₅ ou 45 kg/j de DCO :

- matières en suspension : 600 mg/l ;
- DCO : 2 000 mg/l ;
- DBO₅ : 800 mg/l ;
- azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;
- phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent comme aux eaux pluviales sont les suivantes :

- matières en suspension : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;
- DCO : la concentration ne doit pas dépasser 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;
- DBO₅ : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà ;
- azote global : la concentration en moyenne mensuelle ne doit pas dépasser 30 mg/l si le flux journalier excède 50 kg/j, 15 mg/l si le flux journalier excède 150 kg/j et 10 mg/l si le flux journalier excède 300 kg/j ;
- phosphore total : la concentration en moyenne mensuelle ne doit pas dépasser 10 mg/l si le flux journalier excède 15 kg/j, 2 mg/l si le flux journalier excède 40 kg/j, et 1 mg/l si le flux journalier excède 80 kg/j.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

5.9. Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 susceptibles d'être émis par l'installation est effectuée sur les effluents rejetés, au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Le débit est également mesuré, ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m³/j.

Constats :

Constats 2025

Les effluents aqueux ne sont pas analysés en sortie de site. Seuls les effluents en sortie de bassin de décantation sont analysés (rejet commun avec l'installation voisine de lavage de légumes). Les eaux issues du site de méthanisation sont mélangées avec les eaux de lavage de légumes avant d'être rejetées dans le milieu et infiltrées. Les analyses transmises, en date de juillet 2024, sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

Des analyses doivent être réalisées en sortie de l'installation de méthanisation, avant mélange (et dilution) avec les eaux de l'installation de lavage des légumes. Il est rappelé à l'exploitant que toute dilution de pollution avant rejet est interdite.

Constat 2026

Les effluents ne sont toujours pas séparés. Néanmoins les analyses 2025 fournies par l'exploitant témoignent d'un rejet avec des concentrations bien en deçà des valeurs limites de rejet mentionnées ci-dessus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournit un plan des réseaux du site et de l'interconnexion avec le site de lavage de légumes dont les effluents sont rejetés concomitamment.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 13 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, Article 1.5 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Prescription contrôlée :

L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Constats :

Constats 2025

L'exploitant a évoqué le fait qu'à cause d'une panne au niveau des agitateurs, le digesteur a dû être ouvert deux mois auparavant. Le digesteur était à ce moment-là plein. Bien que les apports aient été ralentis le jour précédent, le digesteur est resté ouvert pendant toute une journée. À noter que l'exploitant estime la production de biogaz à 120 m³/h. Cet incident n'a pas fait l'objet d'une déclaration à la Préfecture, ni aux services de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

L'exploitant transmet, sous 15 jours, un rapport explicatif de l'incident présentant les causes de l'accident, les actions menées et les mesures prises pour éviter tout renouvellement de ce type d'incident. De plus, il estime la quantité de biogaz relargué à l'atmosphère lors de cet épisode.

Constat 2026

L'exploitant a transmis le CERFA de déclaration d'accident.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, Article 2.5.1 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Clôture de l'installation

Prescription contrôlée :

L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation.

La zone affectée au stockage du digestat peut ne pas être clôturée si l'exploitant a mis en place des dispositifs assurant une protection équivalente.

Pour les installations implantées sur le même site qu'une autre installation classée dont le site est déjà clôturé, une simple signalétique est suffisante.

Constats :

Constats 2025

Le site n'est pas clôturé sur toute sa périphérie. La cuve de digestats, non couverte, n'est également pas clôturée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

L'exploitant procède à la clôture de son site sous trois mois. À noter que cette remarque faisait déjà partie des constats de la précédente inspection en 2014.

Constats 2026

Le site n'est toujours pas clôturé. Une clôture pour l'ensemble des activités présentes sur le site est envisageable d'autant plus au vu de la création d'un établissement unique (cf. constat ci-avant).

La cuve de digestats, toujours non couverte et quasi-pleine, est quant à elle clôturée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant clôture son site sous trois mois.

Une mise en demeure est proposée à Monsieur le Préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois